

**Avenant n° 104 du 13 janvier 2022**

NOR : AGRS2297053M

IDCC : 7012

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**GHN,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC-Agri ;**

**FGA CFDT ;**

**SNCEA CFE-CGC ;**

**FGTA FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'annexe I « Salaires et avantages en nature » est modifiée comme suit :

« Salaires bruts au 1<sup>er</sup> février 2022

(Base mensuelle : 151,67 heures, correspondant à la durée du travail à temps plein)

Catégorie 1

(En euros.)

		Salaire horaire	Salaire mensuel
Agent d'entretien	Coefficient 100	10,61	1 609,22
Agent/hôtesse d'accueil	Coefficient 103	10,64	1 613,77
Soigneur	Coefficient 103	10,64	1 613,77
Cavalier/soigneur	Coefficient 106	10,67	1 618,32
Animateur/soigneur	Coefficient 109	10,78	1 635,00

## Catégorie 2

(En euros.)

		Salaire horaire	Salaire mensuel
Secrétaire	Coefficient 111	10,89	1 651,69
Guide équestre	Coefficient 118	10,94	1 659,27
Soigneur Responsable d'écurie	Coefficient 121	11,20	1 698,70
Enseignant/ animateur	Coefficient 130	12,09	1 833,69
Guide enseignant de tourisme équestre	Coefficient 130	12,09	1 833,69

## Catégorie 3

(En euros.)

		Salaire horaire	Salaire mensuel
Secrétaire-comptable	Coefficient 150	13,91	2 109,73
Enseignant	Coefficient 150	13,91	2 109,73

## Catégorie 4

(En euros.)

		Salaire horaire	Salaire mensuel
Enseignant Responsable-pédagogique	Coefficient 167	15,47	2 346,33 2 660,84 <sup>[1]</sup>

[1] Pour les salariés ayant signé une délégation de pouvoirs.

## Catégorie 5

(En euros.)

		Salaire horaire	Salaire mensuel
Directeur	Coefficient 193	17,86	3 429,12 <sup>[1]</sup>

[1] En application du b) 2. de l'article 5 de l'annexe V de la convention.

## Article 2

Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés :

Compte tenu de l'objet du présent avenant, le texte ne contient pas de dispositions spécifiques applicables aux entreprises de moins de 50 salariés.

En effet, dans la mesure où le présent accord a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et que, par conséquent, ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

*Fait à Paris, le 13 janvier 2022.*

(Suivent les signatures.)